



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/611
4 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 4 AOÛT 1997, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU CAMBODGE AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration que le Prince Norodom Ranariddh, Premier Président du Gouvernement royal du Cambodge, a faite le 1er août 1997 à Aix-en-Provence (France) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire
et plénipotentiaire,

Représentant permanent

(Signé) SISOWATH Sirirath

ANNEXE

Déclaration que le Premier Président du Gouvernement royal du Cambodge
a faite le 1er août 1997, à Aix-en-Provence (France)

Dans une interview qu'il a donnée au journaliste américain Ted Koppel et qui a été diffusée mondialement le 30 juillet 1997 sur la chaîne de télévision ABC, le Deuxième Président Samdech Hun Sen, qui est à la tête du brutal coup d'État dirigé contre moi, a suggéré une coopération entre les forces armées royales cambodgiennes et les forces armées royales thaïlandaises pour tâcher de capturer M. Pol Pot et le traduire devant un tribunal international.

Je tiens à vous faire remarquer que M. Hun Sen avait jusqu'ici toujours soutenu que M. Pol Pot était mort. On note avec intérêt qu'il a changé d'avis et qu'il est maintenant pressé que justice soit faite, dans la personne de M. Pol Pot, pour les crimes que le régime khmer rouge a commis contre l'humanité. La vérité est que M. Hun Sen n'est pas du tout désireux que son ancien patron soit traîné devant un tribunal parce que, selon toute probabilité, M. Pol Pot a de nombreux secrets qui pourraient impliquer M. Hun Sen lui-même en tant qu'ancien haut commandant des forces khmères rouges.

Pourquoi M. Hun Sen est-il si résolument opposé à mes efforts visant à négocier dans la paix avec les dirigeants khmers rouges actuels une réintégration pacifique des forces khmères rouges dans toute la vie cambodgienne ainsi que la remise de M. Pol Pot à une cour internationale de justice? M. Hun Sen ne se soucie guère que M. Pol Pot soit traduit en justice. Il est simplement de bonne politique qu'il fasse cette déclaration pour tâcher une fois de plus d'amener la communauté internationale à appuyer son coup d'État, en comptant sur la répulsion qu'inspirent au monde M. Pol Pot et ses Khmers rouges.

Enfin, je veux demander à M. Hun Sen si, en toute honnêteté, il se croit de force à déloger les Khmers rouges de leurs bases afin de capturer M. Pol Pot? Aurait-il oublié qu'en pleine occupation de notre pays, occupation qui l'a d'ailleurs porté au pouvoir, quelque 200 000 troupes étrangères bien armées et formées n'ont pas réussi à le faire? Pense-t-il sérieusement que la campagne militaire proposée pourrait être menée à bien à un coût minimum? J'ai toutes les raisons de penser au contraire que d'innombrables vies seraient perdues de nouveau de part et d'autre, y compris celles de nos amis thaïlandais, au cas où le Gouvernement royal de Thaïlande serait assez naïf pour laisser M. Hun Sen le convaincre de participer à une campagne aussi sanglante et désespérée. Ne serait-il pas plus logique de faire appel à la sagesse de S. M. le Roi Norodom Sihanouk qui a réussi dans les six dernières années, depuis l'Accord de paix de Paris, à convaincre des dizaines de milliers de Khmers rouges de réintégrer le giron de la nation grâce à sa patiente politique de réconciliation nationale? Ou M. Hun Sen a-t-il l'habitude de demander à des troupes étrangères d'intervenir sur le sol cambodgien chaque fois que nous avons un problème à résoudre? Dans le même temps, il ne cesse d'envoyer des signaux contradictoires à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) sur la question de savoir s'il convient d'accueillir chaleureusement une intervention de cet auguste organisme pour aider à résoudre notre crise politique actuelle qu'il a lui-même créée. Il ne faut pas oublier que l'action de Sa Majesté a beaucoup

réduit le nombre des Khmers rouges qui s'élevait lors de la conclusion de l'Accord de paix de Paris à plus de 30 000 combattants armés.

En tant que Premier Président légal et légitime du Cambodge, j'en appelle à tous les pays épris de paix dans le monde pour qu'ils interviennent afin de convaincre M. Hun Sen de la nécessité de régler la question des Khmers rouges de manière pacifique.
